

L'émergence de l'agriculture biologique au Brésil : une aubaine pour l'agriculture familiale ? Le cas de producteurs de la ceinture verte de la ville de São Paulo

Isabel Georges, Julien Blanc***

Cet article propose une réflexion sur les transformations contemporaines de l'agriculture familiale au Brésil. Au Brésil, la modernisation agricole et l'intégration des sociétés rurales à un monde dominé par des valeurs urbaines et une économie mondialisée ne se sont pas mises en œuvre de manière uniforme sur le territoire national. D'importantes disparités régionales persistent [Oliveira, 2003], voire de nouveaux clivages se font jour. Alors qu'aujourd'hui encore, des territoires et des groupes sociaux restent relativement en marge de ces dynamiques de développement, d'autres, tels que ceux étudiés ici, ont vu récemment s'accélérer leur intégration au monde moderne et globalisé [Blanc, 2009 ; Kerber, Abreu, 2010]. Persistance d'une agriculture traditionnelle et actualité de la modernisation agricole expliquent ainsi en partie la vigueur contemporaine des recherches sur les transformations de l'agriculture familiale au Brésil [Wanderley, 2003 ; Tonneau, Sabourin, 2009 ; Guanziroli, Buainain, di Sabbato, 2012].

Ces quinze dernières années ont également constitué le théâtre de profonds changements des configurations familiales dans le pays, liés notamment à la réduction du nombre d'enfants et de la taille des familles comme à l'augmentation du travail salarié des femmes. Si l'augmentation de la proportion de personnes âgées dans la population brésilienne [Küchemann, 2010] peut créer de nouvelles entraves à l'activité féminine [Camarano, 2012], ces changements révèlent d'importantes transformations des modes de vie. Les changements démographiques¹ ouvrent potentiellement de nouveaux horizons aux femmes dans un pays où les tâches

* Sociologue, IRD, UMR 201 « Développement et sociétés »/Université fédérale de São Carlos-DS, Brésil.

** Éco-Anthropologue, UMR 7206 Éco-anthropologie et ethnobiologie, Muséum national d'histoire naturelle, France.

1. Le changement de la natalité et l'augmentation de l'espérance de vie sont à l'origine de la transition démographique : entre 1980 et 2005, la croissance de la population âgée était de 126,3 %, comparée à un taux de croissance de la population dans son ensemble de 55,3 % [Küchemann, 2010].

familiales restent essentiellement à leur charge. Cet élargissement de l'éventail des choix a touché jusqu'à la population vivant en zone rurale. Fruit d'une intensification des relations à la ville, la pénétration d'une culture urbaine tout comme un meilleur accès à l'éducation et au marché du travail ont en effet contribué, dans ces zones, à transformer les relations familiales et les attentes sociales et professionnelles individuelles. Pour Gaviria et Menasche [2006], ces transformations, notamment celles des rapports sociaux de sexe [Hirata, Kergoat, 1998] et des relations entre les générations, seraient à l'origine d'une diversification des modes d'organisation du travail agricole.

Dans ce contexte, nous avons trouvé pertinent de nous interroger sur les effets conjugués de la modernisation agricole et des transformations des modes de vie ruraux sur l'agriculture familiale. De quelle manière interagissent et dialoguent la réorganisation productive, d'une part, et la transformation des configurations familiales, d'autre part, dans le Brésil rural d'aujourd'hui ? Quelles sont les conséquences de ces changements sur les capacités et modalités mêmes de reproduction de cette catégorie sociale, « l'agriculture familiale », aux facettes multiples ?

Notre cadre d'analyse s'inscrit dans la continuité d'une sociologie rurale qui a d'emblée introduit la famille, les rapports sociaux de sexe et de génération, comme une dimension dont la prise en compte s'avérait nécessaire à la compréhension des dynamiques agricoles, à commencer par la modernisation [Mendras, 1967 ; Segalen, 1980 ; Brun, 1989 ; Abramovay, 1998-1999]. C'est notamment parce qu'elle assure la médiation entre l'individu et la société tout en s'imposant aujourd'hui encore dans beaucoup de cas comme le pivot autour duquel s'organise l'activité agricole, que la famille constitue un objet privilégié d'analyse des mutations des agricultures et des mondes ruraux [Lamarche, 1992 ; Mendras, 1967]. Brun [1989] souligne en effet que c'est au sein de la famille que se prennent les décisions, les « événements familiaux » étant déterminants pour les initiatives prises dans le cadre de l'activité agricole, y compris de prise d'autonomie par rapport à la famille et à son patrimoine. Un tel déplacement de focale suppose, selon lui, une plus grande explicitation des logiques qui s'y affrontent et s'y développent, et des nouvelles cohérences qui cherchent à s'y établir. Situé à l'intersection entre l'espace public et l'espace privé, il s'agit en effet d'un espace d'observation privilégié d'émergence de nouvelles dynamiques productives.

Notre réflexion sur les transformations contemporaines de l'agriculture familiale brésilienne en situation de modernisation s'appuiera sur l'analyse des trajectoires prises par le développement de l'agriculture biologique au sein d'un quartier rural² situé à une cinquantaine de kilomètres de la ville de São Paulo, l'un des plus importants marchés de consommation d'Amérique latine. Les agriculteurs familiaux, encore nombreux sur ce territoire se sont massivement convertis à

2. Dans l'État de São Paulo, les *municípios* (division administrative la plus petite) sont divisés en « quartiers urbains » et « quartiers ruraux », en fonction de leur niveau d'urbanisation. Veravà se situe dans le *município* d'Ibiunã qui porte le nom de son chef-lieu, localisée à 35 km du quartier étudié.

l'agriculture biologique au milieu des années 1990. Ils ont progressivement intégré des chaînes d'acteurs très formalisées, à l'origine de la création d'un marché régional qui, bien que porteur, s'avère extrêmement exigeant sur le plan des compétences techniques et organisationnelles [Blanc, 2009 ; Blanc, Kledal, 2012]. Dans ce contexte, l'agriculture locale s'est fortement professionnalisée et modernisée, selon une ligne toute spécifique relevant de ce que différents auteurs qualifient de « modernisation écologique » [Gibbs, 2000 ; Marsden, 2004].

Nous analyserons ici les réagencements productifs et commerciaux mis en œuvre par de petits agriculteurs afin de tenter de bénéficier du développement de ce marché. Nous nous interrogerons en particulier sur la manière dont ces réagencements dialoguent avec les transformations familiales à l'œuvre localement : dans quelle mesure ces réorganisations de l'activité agricole sont-elles motivées par les transformations familiales, et comment y contribuent-elles à leur tour ?

L'enquête de terrain qui a servi de base à l'analyse proposée dans cet article a été réalisée auprès d'agriculteurs biologiques installés dans les environs de la ville d'Ibiúna, dans le quartier dit du *Verava* (SP), auprès du syndicat des travailleurs ruraux et du syndicat patronal, de la mairie, de la Maison de l'agriculture et de la coopérative agricole de la ville, lors de plusieurs visites sur place entre 2007 et 2011³. Lors de ces visites, nous avons observé l'activité des agriculteurs, des hommes et des femmes, mené des conversations informelles et aidé dans certaines tâches (l'emballage des produits, travail dans les champs, etc.). Nous avons réalisé une cinquantaine d'entretiens au total : une quarantaine auprès de couples d'agriculteurs et une dizaine auprès de syndicalistes, ingénieurs agronomes, conseillers municipaux et techniciens de la coopérative locale.

L'agriculture familiale : une catégorie d'analyse au croisement de la réorganisation productive et des reconfigurations familiales

L'agriculture familiale : catégorie politique, catégorie d'analyse

Au Brésil, petite agriculture et agriculture familiale sont souvent assimilées. L'agriculture « familiale » renvoie autant à une catégorie d'analyse, utilisée dans le champ de la recherche, qu'à une catégorie politique, mobilisée dès les années 1970 et 1980 par les mouvements sociaux et le syndicalisme rural pour tenter de faire reconnaître sur le plan institutionnel l'ensemble des laissés pour compte des programmes de développement agricole. Cette catégorie recouvre une

3. Cette enquête a été réalisée dans le cadre de plusieurs projets de recherche et financements successifs : une bourse de postdoctorat Lavoisier Brésil (2007), une bourse d'études du Réseau français d'études brésiliennes (2008) ; le Programme interdisciplinaire de recherche ville et environnement (PIRVE) « Villes et diversité agricole au Brésil : flux, réseaux et mobilités » financé par le CNRS et le ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ; le programme « Environmental Governance in Latin America and the Caribbean : Developing Sustainable and Equitable Approaches to Natural Resource Use/ENGOV » (CEE, Socio-economic Sciences and The Humanities, FP7-SSH-2010-3) ; et le programme « La nouvelle gestion de la question sociale au Brésil : entre participation et mercantilisation » (CNPq-IRD), à partir de 2011.

grande diversité d'acteurs comme les petits propriétaires ruraux, les métayers, ou encore les *assentados*⁴, et renvoie à des situations socioéconomiques extrêmement inégales. Elle constitue cependant l'héritage d'un passé colonial dual, à l'origine de l'instauration de l'*agrobusiness* et de la promotion du Brésil au rang d'un des principaux pays d'exportation de matières premières, d'une part, et d'« une agriculture de survie sans relation avec le système dominant et ayant peu ou pas accès au marché » [Tonneau, Sabourin, 2009, p. 4], d'autre part.

Les pouvoirs publics brésiliens se sont saisis de cette catégorie au milieu des années 1990 comme moyen de promouvoir les intérêts de la petite agriculture du pays. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs, et les mandats successifs du président Luiz Inácio Lula da Silva et de la présidente Dilma Rousseff, se réaffirmera clairement la volonté de mener des politiques de développement différenciées en faveur de cette catégorie multiforme. Le Programme d'appui à l'agriculture familiale⁵ (PRONAF) et le Programme de développement durable des territoires ruraux (PDSTR), créés respectivement en 1995 et 2003 en constituent les principales composantes [Abramovay, 1998-1999 ; Sabourin, 2007 ; Tonneau, Sabourin, 2009]. Plus généralement, des politiques de redistribution de revenus et de lutte contre la pauvreté comme la garantie d'une retraite minimale à destination des travailleurs ruraux [Delgado, Cardoso, 2000], la « bourse familiale » (*bolsa família*), l'augmentation continue du salaire minimum [Salama, 2010] ou le programme Faim zéro (*Fome zero*) participent d'une volonté de désenclavement, y compris de l'agriculture familiale. C'est ainsi que la constitution de cette catégorie s'inscrit au Brésil dès le départ dans un questionnement qui dépasse largement le cadre de la production agricole et fait référence au mode de construction de la nation et des relations de classe qui la sous-tendent [Oliveira, 2003].

L'agriculture familiale s'impose dans le même temps en tant que catégorie d'analyse dans le cadre de l'étude des transformations que connaissent le monde du travail et le monde rural brésilien dans les années 1990. Ces années sont notamment marquées par la réorganisation productive du marché du travail, qui affectera les dynamiques occupationnelles des hommes comme des femmes [Cardoso, Comin, Guimarães, 2004]. Dans ce contexte, l'agriculture perd progressivement son hégémonie en termes d'occupation de la population et de source de rente pour les habitants du milieu rural. Les systèmes d'activités ruraux se diversifient et la pluriactivité devient la norme au sein des groupes domestiques [Graziano da Silva, 2001]. Ces transformations attirent l'attention des chercheurs et posent la question du devenir de la petite agriculture et des familles qui, jusque-là, en tiraient l'essentiel de leurs revenus. D'autant plus que ces transformations opèrent dans un contexte plus général d'intensification des relations à la ville, à l'origine de

4. Ensemble d'individus et de familles installés au sein des *assentamentos*, situation marquant la reconnaissance officielle de la propriété à des sans-terres, une fois validée l'expropriation du propriétaire terrien originel par les pouvoirs publics.

5. La création du PRONAF, visant à offrir un accès au crédit et un appui institutionnel différencié (création d'organes d'appui spécifiques, financements des collectifs, etc.), constitue un résultat de la mobilisation des mouvements sociaux et du syndicalisme rural brésilien autour de cette catégorie.

l'accroissement de la mixité sociale sur ces territoires et de profondes transformations des modes de vie des populations locales, emprunts de manière croissante de référents urbains.

Des reconfigurations familiales aux changements des mondes ruraux brésiliens

Les travaux sur la transformation de l'agriculture familiale font cependant face à une difficulté majeure : la famille reste une catégorie peu définie. Variable dans le temps et dans l'espace, son étendue va de la cellule familiale nucléaire traditionnelle à des groupes familiaux aux configurations les plus diverses [Fonseca, 2000 ; Sarti, 1996 ; Therborn, 2004]. Pour Brun [1989], son caractère multiforme est d'ailleurs difficilement compatible avec des schèmes d'explication des transformations agricoles, souvent d'ordre économique. En ce sens, analyser les transformations mêmes du contenu de cette catégorie s'avère crucial pour comprendre les dynamiques qui affectent les mondes ruraux contemporains, y compris en raison de l'importance et de la rapidité des changements qui l'ont affectée ces dix à quinze dernières années au Brésil.

Les changements actuels de la division sociale et sexuelle du travail et des rapports entre les générations constituent les deux dimensions principales des reconfigurations familiales observées dans le pays. Remettant en question les rôles sociaux assumés par les individus au sein de la famille, ils peuvent être à l'origine de nouveaux arrangements productifs dans l'agriculture familiale comme être le produit de la réorganisation de la production. La première dimension fait notamment référence aux évolutions de l'activité féminine, comme l'imposition de la norme du travail salarié des femmes⁶ et la croissance de la part de couples biactifs, mais aussi à la réduction de la taille des familles⁷ et à l'augmentation des niveaux d'éducation, surtout des femmes⁸ [Lombardi, 2012]. Ces éléments se conjuguent et mènent à une diversification des configurations familiales⁹, signe fort de la remise en question des rôles sociaux traditionnels tant au sein de la sphère publique que privée.

Au-delà de la division sociale et sexuelle du travail, c'est aussi le rapport entre les générations qui se renouvelle, particulièrement visible aux frontières entre le rural et l'urbain [Carneiro, 1997]. Issus de familles pour lesquelles l'agriculture a été pendant longtemps la seule source de subsistance et de rente, les jeunes sont

6. En 2007, le taux d'activité des femmes en âge de procréer est de 73 % [FCC, 2013].

7. La taille des familles est passée de 4,5 personnes en moyenne pendant les années 1980 à 3,1 en 2009 ; baisse due à la réduction du taux de fécondité des femmes [IBGE, 2001 ; IBGE, 2010]. Le nombre d'enfants est passé de six enfants par femme en 1960 à 1,95 en 2002 [IBGE, 2004].

8. En 2007, le nombre moyen d'années de scolarité des Brésiliens est de 6,9 (6,7 pour les hommes contre 7,1 pour les femmes) ; l'écart se creuse avec le niveau d'éducation, dans l'enseignement supérieur, elles représentent 60 % des diplômés en 2006, ayant des taux d'activité nettement plus élevés que les moins diplômées [FCC, 2013].

9. Par exemple l'augmentation des taux de divorce, de nouvelles unions et de la part des familles monoparentales dirigées par une femme qui est passée de 25,5 % en 2002, à 33 % en 2007 [FCC, 2013].

aujourd'hui objet de tensions entre un projet de vie individualisé et un projet de vie collectif, d'ordre familial [Carneiro, 1997]. Ces tensions s'expriment dans l'opposition entre, d'un côté, investir dans des études en ville pour se donner les moyens d'accéder dans les meilleures conditions au marché du travail urbain et, d'un autre côté, se maintenir dans le milieu agricole et familial en s'investissant dans les activités qui participent à l'unité de production agricole familiale. Les jeunes sont ainsi pris en tenaille entre leurs obligations vis-à-vis de la famille (maintien des continuités, responsabilités familiales, en lien notamment avec les compétences acquises et qui pourraient être mises au service de cette dernière) et leur désir d'acquisition d'autonomie et d'émancipation [Novaes, Vannuchi, 2004]. Ils sont particulièrement vulnérables aux processus de transformation du système de production agricole et du style de vie rural. Les choix qu'ils font dépendent fortement des conditions de reproduction des communautés rurales, et les influencent en retour.

La réorganisation productive : de l'émergence de l'agriculture biologique au Brésil aux contraintes locales

L'émergence de l'agriculture biologique au Brésil

Si une partie significative de l'agriculture biologique s'organise aujourd'hui au Brésil dans la continuité des schémas « alternatifs » impulsés dès la fin des années 1980 par les mouvements militants civils et religieux (les Communautés ecclésiastiques de base) [Brandenburg, 2008], elle répond également à des logiques commerciales plus classiques liées au développement de réseaux extrêmement formalisés. Ceux-là vont s'affirmer comme les principaux moteurs de croissance de cette agriculture entre les années 2000 et 2010. Sur le marché domestique, ce sont en particulier l'entrée en scène de la grande distribution dans le secteur et l'essor concomitant de la demande en produits frais qui vont tirer la production [Blanc, 2009]. Des filières s'organisent grâce à l'émergence d'une multitude d'intermédiaires qui assurent la mise en relation entre petits producteurs et grande distribution. Il s'agit principalement d'entreprises privées de taille variable, organisées sur des bases locales ou régionales (*atravessadores*)¹⁰, mais également, dans une moindre mesure, de petites coopératives de producteurs ou de coopératives généralistes commerciales développant des branches de produits biologiques. Dans certains cas, ces intermédiaires assurent la prise en charge d'un ensemble de tâches nouvelles relatives à la préparation des produits à la vente et à leur distribution, qui ne faisaient auparavant pas partie du travail des agriculteurs.

Ces différents mouvements de constitution du secteur de l'agriculture biologique au Brésil interviennent dans un contexte de réglementation croissante par l'État. Sous la pression des premiers organismes de certification en activité dans le pays (l'IBD – *Instituto Biodinámico* – et l'AAO – *Associação dos Agricultores*

10. Dans le seul État de São Paulo, Schultz [2006] identifiait ainsi treize entreprises de ce type.

Orgânicos), de certaines ONG et organisations de producteurs, mais également d'entreprises intéressées par les opportunités de transformation et d'exportation de produits biologiques, le ministère de l'Agriculture (MAPA) rédige en 1994 un premier projet de loi visant à réglementer le secteur [Lima, Pinheiro, 2001]. Ce projet de loi fera cependant l'objet d'après négociations et prendra près de dix ans pour être voté (2003)¹¹, puis de nouveau plusieurs années pour prendre effet (2007)¹². Cette période de vide juridique n'a cependant pas empêché que le principe d'une certification des produits biologiques soit mis en œuvre. Entre 1994 et 2003, ce seront ainsi les normes imposées par les organismes certificateurs¹³ habilités par l'International Federation of Organic Farming Movements (IFOAM) qui feront référence en la matière. Ces mêmes normes ont d'ailleurs constitué une base de travail pour la mise en place de la loi de 2007 et d'une réglementation nationale qui fait aujourd'hui référence et à laquelle aussi bien les organismes certificateurs que les agriculteurs doivent se soumettre.

L'agriculture familiale au cœur de la croissance du secteur

Selon un recensement officiel effectué en 2006, il existait au Brésil 19 000 propriétés certifiées en agriculture biologique, dont 70 à 80 % pouvant être considérées comme relevant du statut de l'agriculture familiale [Censo Agropecuario, 2006]. Cette forte participation de l'agriculture familiale au secteur et à sa croissance (20 % par an, entre 2000 et 2010, selon le même recensement) répond en partie à la mise en place d'un ensemble de politiques publiques qui envisagent l'agriculture biologique comme un vecteur de développement pour l'agriculture familiale. Ainsi, si l'agriculture biologique brésilienne ne se résume pas à la petite agriculture, son développement répond cependant dès le début des années 1990 à des objectifs nationaux qui visent à favoriser son désenclavement [Bellon, Abreu, 2006]. Depuis le début des années 2000, le soutien du gouvernement brésilien à l'intégration de l'agriculture familiale dans le secteur s'est encore renforcé, notamment à travers les activités du ministère du Développement agricole (MDA), dont le public cible est la petite agriculture, et la mise en œuvre du Programme national d'appui à l'agriculture écologique de base dans les unités familiales de production (PRONAF – agroécologie). Ce programme, qui participe d'une promotion plus générale de l'agriculture biologique par le MDA et son cousin le MAPA¹⁴, ouvre des lignes de crédits supplémentaires – individualisées – aux agriculteurs familiaux et offre des financements aux collectifs souhaitant développer leurs activités

11. Loi 10.381 du 23 décembre 2003.

12. Décret 6323 publié au Journal officiel le 27 décembre 2007, relatif à la production, le stockage, l'étiquetage, le transport, la commercialisation, la certification et les méthodes de contrôle de l'ensemble de la chaîne de production et de commercialisation.

13. En 2005, il y avait dix-sept organismes certificateurs exerçant sur le territoire brésilien, dont certains transnationaux tel que l'IBD (Allemagne), ECOCERT (France) et l'OIA – Organización Internacional Agropecuaria – (Argentine) et d'autres, à l'inverse d'implantations régionales (Coolméia Cooperativa Ecológica, Minas Orgânica).

14. Il existe au Brésil deux ministères de l'agriculture, illustration de la dualité du secteur et héritage des modes de constitution de l'État brésilien (voir supra).

dans ce secteur. Dans le même temps, les ONG et autres organisations de la « société civile » qui y accompagnent les petits agriculteurs voient augmenter leurs lignes de financement, alors que l'offre en conseil technique issu des structures publiques et parapubliques est partiellement réorientée en faveur de l'agriculture biologique¹⁵.

L'émergence locale de l'agriculture biologique

L'agriculture biologique est apparue dans le quartier où nous avons mené notre enquête – le quartier du Verava – sous l'impulsion de membres de la branche progressiste de l'Église catholique, proche de l'église de la libération, au début des années 1990. En droite ligne de la militance sociale d'alors, ces derniers mettent en œuvre un programme de développement social et économique qui, s'appuyant sur la revitalisation de l'agriculture locale, articule la construction d'un système de commercialisation liant les agriculteurs locaux à des communautés défavorisées de la banlieue de São Paulo à la transition vers une agriculture plus autonome. Ce programme s'adresse à l'époque à une agriculture locale exsangue. Spécialisés dans le maraîchage depuis le début des années 1970, les agriculteurs du quartier font alors face à une concurrence croissante des régions environnantes sur le marché de la capitale et à des défauts de paiement répétés de leur principal partenaire commercial, la centrale d'achat de São Paulo (CEASA).

Ce programme va cependant rapidement laisser la place à la construction d'un circuit plus formel de distribution des produits, dont un certain nombre de supermarchés de la capitale constitueront la pièce maîtresse. Dans un contexte où le système de vente directe originel de ces produits reste très limité, ce circuit s'affirmera comme le principal canal de distribution. Tout au long des années 1990, des petits agriculteurs du quartier vont se convertir à l'agriculture biologique, dynamique facilitée par la prise en charge de l'organisation et de la distribution de la production locale par une structure commerciale assurant l'intermédiation avec la grande distribution. En 1996, à côté des onze pionniers liés à l'activité de la militance sociale, ils étaient ainsi vingt à avoir entamé leur conversion. Quatre années plus tard, en 2000, ils seront cinquante à s'être convertis. La situation de quasi-monopole d'un seul intermédiaire de type commercial qui se trouve au bord de la faillite à la fin des années 2000 fait cependant apparaître la dépendance des agriculteurs vis-à-vis de cet acteur non seulement en ce qui concerne l'accès au marché, mais également en matière d'acquisition de savoir-faire productifs et organisationnels. Dès l'origine, il fournissait l'assistance technique (diffusion de savoirs agronomiques), gérait la planification de la production et prenait en charge des tâches administratives et techniques liées à la certification de la production et de la commercialisation. Sa chute a ainsi laissé les agriculteurs dans une situation particulièrement difficile. Pourtant, si son déclin débouche sur de réelles situations

15. En particulier le DATER (*Departamento d'assistencia técnica e extensão rural*) dont le public est l'agriculture familiale.

de crise, il donnera lieu à plusieurs expériences tâtonnantes de recherche d'alternatives de la part des agriculteurs [Blanc, Kledal, 2012]¹⁶ et permettra à de nouveaux arrangements familiaux et productifs de voir le jour.

Le défi actuel : le contenu du travail et ses contraintes

Pour intégrer ce segment de marché, les agriculteurs ont dû faire face à de nombreux défis. À côté du réapprentissage technique de leur métier, dont nous ne discuterons pas ici, il leur a notamment fallu :

- Répondre à une demande accrue de main-d'œuvre et à une intensification de son usage en raison d'un accroissement de la part de travail devant être réalisée manuellement ;
- Assurer des conditions durables d'usage des terres (sécurité foncière) afin de pouvoir entreprendre leur certification ;
- Répondre à des besoins importants d'investissement (serres, le matériel d'irrigation, un outillage cultural spécifique) impliquant, pour la plupart, l'accès au crédit.

Depuis 2009, dans un contexte de prise d'autonomie vis-à-vis de la principale entreprise de commercialisation, ces défis se voient renouvelés. Il leur faut dorénavant non seulement assurer un certain type de production, mais également la commercialisation des produits (prospection des marchés, établissement de contrats de commercialisation). Ainsi, maintenir sa position sur ce marché suppose de résoudre un certain nombre de problèmes propres à l'activité et à son organisation : il s'agit principalement, mettre en œuvre une gestion prévisionnelle de la production (plan de production et des rotations culturales, d'usage de la terre), permettre la traçabilité des pratiques culturales et documenter la commercialisation afin d'obtenir la certification Agriculture biologique, et maîtriser les notions de base en comptabilité analytique et en gestion.

Pour faire face à ces contraintes, qui renvoient soit à une formalisation soit à une complexification du travail, les agriculteurs de Verava ont mis en œuvre une grande variété de solutions en termes d'articulations entre les sphères privée et publique. Ainsi, avec Brun, « on est venu à s'interroger sur les rapports, jusque-là considérés comme une donnée intangible, entre famille et exploitation. » [1989, p. 4] ou, pour le dire autrement, sur la place de l'exploitation agricole au sein de l'histoire familiale. En effet, ces arrangements productifs mobilisent toujours des (re)configurations familiales et s'inscrivent dans des histoires familiales à chaque fois singulières et propres au lieu.

16. Pour l'histoire locale de l'émergence de l'agriculture biologique [Blanc, 2009].

Quelques cas d'arrangements productifs et familiaux : vers de nouveaux horizons ?

Dans l'ensemble, les familles d'agriculteurs rencontrées se répartissent en deux groupes d'âge principaux : les anciens, autour de la cinquantaine, voire soixantaine, dans certains cas, et les plus jeunes, autour de la trentaine. Les jeunes travaillent pour partie sur les mêmes terres et avec la génération des parents, et/ou exploitent les terres des parents avec une aide plus limitée de ceux-ci, cas de figure également rencontré par Abdelmalek [2000]. L'élément novateur de ces arrangements entre les générations, mais aussi entre les hommes et les femmes, est une contribution de la part des jeunes et des femmes d'un type nouveau, fondée sur la reconnaissance de compétences plus spécifiques qu'auparavant.

L'analyse des deux cas de figure présentés ci-dessous révèle, à titre d'exemple, les mécanismes mis en œuvre par ces groupes familiaux pour faire face aux problèmes de la production agricole biologique et de sa commercialisation. Sans prétendre à une quelconque représentativité de la diversité des configurations productives et familiales rencontrées, ces exemples sont intéressants en ce qu'ils nous apprennent sur les possibilités de réappropriation des pratiques agricoles par certains membres de la famille, comme les femmes et les jeunes, notamment.

Dans le premier cas de figure, celui d'un couple d'agriculteurs, Tomas et Maia, emblématique de la génération des anciens et d'une division du travail traditionnelle entre les sexes, se dessine la possibilité d'une continuité de l'activité familiale sur leurs terres et de leur maintien sur le marché biologique. L'arrangement productif mobilise les deux générations, avec un maintien sur l'exploitation des parents et de leur fils avec sa famille et une résidence alternée de leur fille sur l'exploitation et dans la ville d'Ibiúna, chef-lieu du *município* du même nom. Celle-ci assure l'accès au marché par son travail salarié au sein de la principale coopérative agricole, qui commercialise aussi des produits biologiques, et partage les tâches de gestion avec son frère. Tomas et Maia, nés respectivement en 1953 et 1957 à Ibiúna sont issus de familles locales, catholiques, qui vivent sur les mêmes terres qui leur procurent de quoi vivre depuis trois générations. La totalité de leurs terrains, résultat des divisions au sein de fratries nombreuses, est de 15 hectares, répartis sur quatre sites. Seuls 10 hectares sont cultivés, les 5 restants étant occupés par de la forêt. La famille est composée, en plus du vieux couple, de leurs 2 enfants ; une fille de 34 ans, divorcée, employée à la coopérative agricole locale, et son fils de 7 ans ; et un fils plus jeune, marié, avec sa femme et sa petite fille. Chaque famille dispose de sa propre maison, bâtie sur un lot d'environ 3,5 hectares. La fille aînée, Karin, jeune divorcée, s'investit au début des années 1990 dans l'agriculture biologique émergente dans le quartier et développe son activité avec son père, pionnier. Elle se met à l'informatique et prendra en charge les tâches administratives liées à la certification biologique. Ayant participé à l'introduction de la filière biologique au sein de la coopérative locale, elle y accède à un emploi salarié. Elle reprend ses études (l'équivalent d'un baccalauréat professionnel en informatique), pour entamer des études supérieures dans une

école technique localisée dans une ville voisine. Le père et le fils ont chacun une affaire à leur nom, et cotisent de façon indépendante alors qu'ils cultivent ensemble. Ils partagent également la cotisation pour la certification collective des terres, obtenue par l'intermédiaire d'une petite association d'agriculteurs biologiques du quartier. Tomas dispose d'un numéro de Siret et emploie deux travailleurs agricoles qu'il déclare et quelques saisonniers non déclarés, tandis que son fils a gardé le statut d'agriculteur familial (accès privilégié au crédit PRONAF). Chacun perçoit des paiements de la coopérative, à laquelle ils vendent la plus grande partie de leur production. En 2011, leur chiffre d'affaires est d'environ 100 000 réais (40 000 euros), raison pour laquelle Tomas accède au statut de « producteur rural », tandis que son fils préserve celui d'« agriculteur familial »¹⁷. L'épouse Maia, et sa belle-fille s'occupent chacune de sa maison, et d'un enfant (petit-fils et fille, respectivement). Maia prépare les repas, y compris pour les éventuels travailleurs saisonniers. Elle a la responsabilité du semis et de laver, peser et emballer les produits, part du procès de travail à la charge des producteurs. Le passage du couple au statut de « producteur rural » implique un changement de l'âge de la retraite. Ne recevant pas de salaire individuel, Maia paye ainsi le prix fort (délai supplémentaire de cinq ans pour pouvoir prétendre à la retraite) pour l'ascension relative du couple. Déclarant avoir voulu s'engager dans une carrière d'emploi salarié quand elle était jeune, elle assume l'ensemble des tâches domestiques, y compris celles afférentes à l'éducation de son petit-fils tout en travaillant à temps plein – bien que de manière informelle – sur l'exploitation. La retraite représente à ses yeux une forme de droit individuel, dont l'horizon s'est éloigné avec le changement de statut de l'activité du couple. Elle revendique ouvertement l'accès aux études pour les jeunes parce que « l'agriculture, ce n'est pas une vie, ce n'est pas un avenir. » [Maia]. Cette trajectoire familiale montre d'ailleurs d'une façon particulièrement claire le contraste entre le mode de reconnaissance des tâches réalisées par l'épouse et de celles à la charge de leur fille adulte, qui a adopté un mode de vie plus hybride entre le rural et l'urbain.

Le cas de figure suivant, celui d'Adilson, illustre également une situation d'association entre des membres de deux générations différentes, mais qui cette fois n'appartiennent pas à la même famille. Adilson est né à Figueira, dans le Paraná (Nordeste brésilien), en 1980. Il est issu d'une famille nombreuse (12 frères et sœurs), qui vivait sur l'exploitation familiale (agriculture de subsistance), en plus d'un élevage de bœufs (terre d'environ 20 hectares, qui appartenait au grand-père). De nos jours, seul le père y reste, avec deux de ses petits-fils. Parmi les frères et sœurs, Adilson est celui qui a atteint le niveau d'études le plus élevé : après la fin des études primaires, il a fait un cours en alternance de trois ans de technicien agricole dans sa terre d'origine (*Escola agrícola*). Il est arrivé à Ibiúna,

17. Une des conditions d'accès au régime spécial de retraite réservé aux petits agriculteurs familiaux est de disposer d'un revenu annuel inférieur à 35 000 réais (environ 14 000 euros), outre le fait de n'employer pas plus d'un salarié en dehors des membres de la famille. Légalement, le statut d'agriculteur familial ouvre un droit à la retraite (indépendamment du fait d'avoir cotisé ou non), à partir des conditions d'âge (55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes).

il y a 11 ans, pour rejoindre un de ses frères aînés, à l'époque gardien d'une petite ferme. Pendant un an, il a travaillé comme employé de l'un de ses beaux-frères (son voisin actuel), puis comme métayer pendant trois ans. Actuellement, Adilson a un associé, José, propriétaire terrien local d'une soixantaine d'années, qui apporte une partie des terres (3 hectares), en assure la certification biologique et se charge avec une des entreprises de commercialisation de la planification de la production (périodicité, volume de chaque variété et rotation culturale) et de son transport. Adilson s'occupe de l'organisation du travail et de la production. Ensemble, José et Adilson commercialisent leurs produits de diverses manières, de sorte de s'assurer une certaine autonomie vis-à-vis des diverses entreprises de commercialisation et à garantir toujours des liquidités suffisantes¹⁸. Adilson possède environ 2 000 m², le nécessaire pour construire une maison pour chacun des membres de sa famille, qu'il a fait venir progressivement (deux frères, avec leurs familles respectives, et un cousin). Sur l'ensemble des 12,5 hectares que la famille cultive, 10 hectares sont loués. Au total, ils produisent 25 types de produits différents. Chacun est responsable d'un type de produit et de la terre qui lui est dédiée selon le plan de rotation culturale. Les deux frères travaillent actuellement comme métayers sur des parcelles délimitées. L'un s'occupe de planter des choux-fleurs, des choux, des salades et du persil, l'autre du brocoli nain. Chacun reçoit en contrepartie environ 30 % de la valeur ajoutée obtenue sur le produit de leur travail. L'un habite seul, l'autre s'est installé avec sa femme et sa fille dans une des maisons qu'Adilson leur a fait construire. Cette belle-sœur accomplit la fonction de secrétaire commerciale et assure la gestion administrative (traçabilité des produits). Le cousin (25 ans), qui est le dernier arrivé, a un statut d'employé et habite dans la maison d'Adilson. Il gagne un salaire minimum. Adilson aimerait l'installer comme métayer, car « on ne peut pas faire affaire avec n'importe qui ». En plus des membres de la famille, l'exploitation emploie deux ouvriers agricoles. L'épouse d'Adilson, 27 ans, suit un cours d'administration dans une université privée à Ibiúna (à travers le programme fédéral Pro-Uni).

Cette trajectoire fait apparaître une articulation particulièrement complexe entre l'apport de la génération des anciens et des jeunes. Dans ce cas de figure, les premiers apportent l'accès à la terre et les seconds celui à des réseaux locaux, entre autres. L'accès aux études du jeune couple d'agriculteurs et la mobilisation des réseaux familiaux en fonction des besoins en main-d'œuvre assurent le fonctionnement de l'exploitation agricole selon un schéma complexe, tout en permettant la réalisation d'un projet de migration familiale et d'accès à la propriété immobilière (maison propre).

Dans l'ensemble, il apparaît assez clairement que des arrangements entre les générations comme entre les membres des deux sexes sont nécessaires pour la

18. L'entreprise, qui s'occupe de la certification et de la planification de la production, règle les achats tous les 30 jours ; une autre entreprise de commercialisation (un magasin biologique d'un quartier à São Paulo) tous les 45 jours ; une ancienne association d'agriculteurs du quartier (APPOI – *Associação de pequenos produtores orgânicos de Ibiúna*) qui commercialise également des produits dans certains supermarchés, tous les 30 jours ; et un vendeur de produits sur un marché de rue à São Paulo, toutes les semaines.

réussite de l'entreprise familiale : pour assurer l'accès à la terre et garantir l'acquisition de nouvelles compétences. Bien qu'il ne constitue pas l'objet central de notre analyse¹⁹, l'accès à la terre est un des problèmes centraux posés par le travail. Il est objet des relations entre les générations, soit dans une perspective de préservation et de reproduction familiale comme dans le cas de Maia et Tomas, soit comme l'un des éléments qui définissent le rapport entre associés appartenant à des générations différentes, comme dans le cas d'Adilson. Par ailleurs, dans le contexte brésilien où des garanties de l'État providence et la société salariale ont une portée limitée [Guimarães, 2012], l'accès à la maison en propre représente une garantie importante. De ce fait, il se constitue en avantage significatif.

L'accès aux nouvelles compétences est un autre enjeu central qui découle de notre analyse des cas et se situe au cœur des rapports entre les générations, et les sexes. Ce sont cependant les membres de la génération des plus jeunes qui se montrent les plus à même d'accéder aux études, voie facilitée par l'intensification des relations à la ville (transport, offre scolaire). Alors que l'on pourrait imaginer que le choix des études (commerciales ou administratives) les prédisposerait à abandonner l'activité familiale et à suivre le chemin de l'exode rural, nos résultats montrent des trajectoires différentes. L'exploitation familiale se pose comme opportunité de travail qui permet des conditions de vie considérées intéressantes, tant en matière de garanties que de perspectives professionnelles dans le cas de Tomas et Maia. L'exploitation familiale peut être aussi le support pour un projet de migration collectif d'une fratrie de jeunes, comme dans le cas d'Adilson et de sa famille. Dans les deux cas, l'association avec la génération plus ancienne est nécessaire pour garantir l'accès à la terre, de la même façon que les études sont un apport indispensable à la réussite de l'entreprise familiale. Vue sous cet angle, l'agriculture familiale peut permettre un rendement intéressant d'un investissement dans les études aussi bien des jeunes hommes que des jeunes femmes, transformant les besoins nouveaux d'une agriculture plus professionnelle en élément d'attraction tout en valorisant la place des femmes au sein de cette entreprise. La fonction des épouses d'agriculteurs devient plus clairement définie et la centralité de leur rôle mieux reconnu, leur permettant de sortir d'une logique de contribution de type occasionnel et informel. Dans le même temps, nos études de cas laissent penser que ces réarrangements entre les sexes et les générations pourraient éviter la production d'inégalités entre femmes, un problème commun en cas de redistribution du travail entre les hommes et les femmes [Abdelmalek, 2000]. Ces transformations deviennent possibles par des trajectoires occupationnelles qui incluent des formes de valorisation et de reconnaissance plus individuelles, notamment par l'accès à un diplôme et/ou à des savoir-faire plus spécifiques, éventuellement transposables ailleurs [Gaviria, Menasche, 2006]. En revanche, la diversité des types de relations et de gestion du travail plus ou moins familiales ou

19. Cet objet mériterait une étude à part entière, notamment en ce qui concerne le rapport à la terre, et constitue par ailleurs un des thèmes centraux des études rurales [Abdelmalek, 2000 ; Bourdieu, 2002].

entrepreneuriales donne lieu à des formes de patriarcat et/ou de paternalisme qui sont toujours présentes [Geffray, 1996]²⁰.

Conclusion

Dans cet article, nous avons tenté de montrer l'intérêt de l'étude de l'agriculture familiale à partir du cas de l'agriculture biologique, notamment pour saisir quelques-uns des enjeux fondamentaux du développement économique et social actuel du Brésil. Cet objet d'étude est situé au carrefour des transformations intenses qui ont affecté le pays au cours des dernières dix à quinze années, aussi bien dans le domaine des configurations familiales et des rapports sociaux de sexe ou de génération que dans celui des politiques de modernisation économique et sociale. Il permet notamment de faire ressortir la complexité de ces phénomènes et leur hétérogénéité. Dans cette perspective, notre recherche révèle l'émergence de nouvelles dynamiques familiales et productives situées au croisement de l'espace privé et public. Si l'encadrement légal et institutionnel comme l'action de la grande distribution tendent, dans le secteur de l'agriculture biologique, à homogénéiser les pratiques productives, les transformations de l'agriculture familiale restent, elles, fortement dépendantes des histoires sociales et productives locales. Le résultat est une situation dont le dynamisme est à la mesure de la diversité des modes d'organisation du travail et des systèmes productifs et commerciaux observés. La particularité du contexte spatial joue elle aussi un rôle majeur. La proximité d'un marché diversifié et d'une offre scolaire notable dans le cas de la ceinture verte de São Paulo constituent en effet clairement des ressources pour permettre la réalisation de trajectoires familiales tenant davantage compte des aspirations des hommes et des femmes que dans le passé. Alors que dans d'autres contextes, l'ensemble des contraintes imposées par le passage à l'agriculture biologique (réglementation) et l'intégration des agriculteurs à un marché compétitif pourraient être rédhitoires pour les petits agriculteurs, dans le cas étudié, ces exigences contribuent au contraire au renouvellement intérieur et à la pérennité de cette forme d'agriculture. L'originalité de la modernisation écologique à l'œuvre résiderait ainsi dans la façon dont elle permet de réunir des tâches de production et de reproduction au sein de la même cellule familiale sans en brimer les différents membres individuels, hommes et femmes, d'âges et de niveaux de qualifications divers, dans leurs projets actuels et futurs. De là à conclure qu'il s'agit de l'originalité du caractère « écologique » de la modernisation agricole, il n'y aurait qu'un pas. Pour faire ce pas cependant, une mise à l'épreuve à partir d'autres cas d'étude apparaît indispensable.

20. Par ailleurs, il s'est agi de montrer le type de dynamiques et de mécanismes à l'œuvre, permettant une meilleure prise en compte des projets individuels et collectifs, sans toutefois prétendre à la représentativité. C'est ici que se situent sans doute les limites de notre étude, car par définition nous n'avons eu accès qu'aux cas qui ont résisté aux crises successives.

Bibliographie

- ABDELMALEK A.A. [2000], « L'exploitation familiale agricole : entre permanence et évolution », *Économie rurale*, n° 255-256, p. 40-52.
- ABDELMALEK A.A. [1997], « Du territoire à la profession : identités agraires et changement social dans le pays de Redon (Bretagne) », *Ruralia*, n° 1, p. 133-141.
- ABRAMOVAY R., [1998-1999] « Agricultura familiar e desenvolvimento territorial », *Reforma agrária – Revista da associação brasileira de reforma agrária*, vol. 28, n° 1, 2, 3 et vol. 29, n° 1, p. 49-67.
- BELLON S. DE ABREU L.S. [2006], “Rural social development : small-scale horticulture in São Paulo, Brazil”, in HOLT G., REED M. (eds.), *Sociological Perspectives of Organic Agriculture: From Pioneer to Policy*, Wallingford, CABI, p. 243-259.
- BLANC J., KLEDAL P.R. [2012], “The Brazilian Organic Food Sector : Prospects and Constraints of Facilitating the Inclusion of Smallholders”, *Journal of Rural Studies*, vol. 28, n° 1, p. 142-154.
- BLANC J. [2009], “Family Farmers and Major Retail Chains in the Brazilian Organic Sector: Assessing New Development Pathways. A Case Study in a Peri-Urban District of São Paulo”, *Journal of Rural Studies*, vol. 25, n° 3, p. 322-332.
- BOURDIEU P. [2002], *Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 266 p.
- BRANDENBURG A. [2008], « Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives », *Natures sciences sociétés*, vol. 16, n° 2, p. 142-147 : <http://www.nss-journal.org/articles/nss/abs/2008/02/nss8205/nss8205.html> (page consultée le 21 octobre 2013).
- BRUN A. [1989], « La famille comme unité d'analyse du secteur agricole. », *Économie rurale*, n° 194, p. 3-8.
- CAMARANO A.A. [2012], « Cuidados de longa duração para a população idosa : um novo risco social a ser assumido ? », in HIRATA H., GUIMARÃES N.A (dir.), *Cuidado e Cuidadoras : as várias faces do trabalho do care*, Atlas, São Paulo, p. 148-165.
- CARDOSO A.M., COMIN A.A., GUIMARÃES N.A. [2004], « Les rejetés de la modernisation : restructurations productives et trajectoires intersectorielles effectuées par les travailleurs licenciés de l'industrie », *Sociologie du travail*, Paris, vol. 46, n° 1, p. 54-68.
- CARNEIRO, M.J. [1997], « Ruralidade : novas identidades em construção », *Anais do XXXV Congresso da Sociedade Brasileira de sociologia e sconomia Rural*, Natal, agosto 1997.
- DELGADO G, CARDOSO J.C. Jr. [2000], « Universalização de direitos sociais mínimos no brasil : o caso da previdência rural nos anos 90 », in *Congresso mundial de sociologia*, 10, Rio de Janeiro, *Anais 2000*, CDRom.
- FONSECA C. [2000], *Família, fôfoca e honra : etnografia das relações de gênero e violência em grupos populares*, Porto Alegre, UFRG Editora, p. 245.
- FUNDAÇÃO CARLOS CHAGAS (FCC) [2013], « Mulheres, trabalho e família », *Banco de dados sobre o trabalho das mulheres, Séries históricas*, FIBGE/PNADs-Microdonnés : <http://www.fcc.org.br/bdmulheres/> (page consultée le 21/10/2013).
- GAVIRIA M., MENASCHE R. [2006], « A juventude rural no desenvolvimento territorial : análise de posição e do papel dos jovens no processo de transformação do campo », *Estudo e Debate*, Lajeado, vol. 13, n° 1, p. 69-82.
- GEFFRAY C [1996], *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Karthala, p. 185.

- GIBBS D. [2000], “Ecological Modernisation, Regional Economic Development and Regional Development Agencies”, *Geoforum*, vol. 31, n° 1, p. 9-19.
- GRAZIANO DA SILVA J. [2001], Quem precisa de uma estratégia de desenvolvimento ? in GRAZIANO J., BIANCHINI J.-M., *O Brasil rural precisa de uma estratégia de desenvolvimento*, MDA/CNDRS/NEAD, Brasília, p. 5-52.
- GUANZIROLI C.E., BUAINAIN A.M., DI SABBATO A. [2012], « Dez anos de evolução da agricultura familiar no Brasil : (1996 e 2006) », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, vol. 50, n° 2, p. 351-370.
- GUIMARÃES N.A. [2012], « Les nouvelles configurations du travail formel au Brésil », in GEORGES I., LEITE M. DE P., *Les Nouvelles configurations du travail et l'économie sociale et solidaire au Brésil*, Paris, L'Harmattan, p. 29-51.
- HIRATA H., KERGOAT D. [1998], « La division sexuelle du travail revisitée », in MARUANI M. (dir.), *Les Nouvelles frontières de l'inégalité, Hommes et femmes sur le marché du travail*, Paris, La Découverte, p. 93-104.
- IFOAM [2008], *Definition of Participatory Guarantee Systems*, http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/pgs/PGSDefinitioninEngFrenSpanPort_web.pdf (page consultée le 21 octobre 2013).
- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE) [2010], « Taxa de fecundidade total – Brasil - 1940/2010 », *Censo Demográfico 2010, Resultados gerais de amostra*, p. 18 : <http://www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/imprensa/ppts/00000008473104122012315727483985.pdf> (page consultée le 20 octobre 2013).
- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE) [2006], *Censo Agropecuário 2006, Agricultura familiar – Primeiros resultados*, Rio de Janeiro, 267 p.
- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE) [2004], « Projeção da População do Brasil – Brasil já tem mais de 180 milhões d'habitantes », *Comunicação Social*, 30 de agosto : <http://www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/30082004projecaopopulacao.shtm> (page consultée le 19 mars 2013).
- INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISTICA (IBGE) [2001], « Brasil termina o século com mudanças sociais », *Síntese de Indicadores Sociais* : <http://www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/0404sintese.shtm> (page consultée le 19 mars 2013).
- KERBER M., ABREU L.S. [2010], « Trajetórias de transição dos produtores de base ecológica de Ibiúna/SP e indicadores sociais de sustentabilidade », *Sociedade e desenvolvimento rural*, vol. 4, n° 1, America do Sul, p. 1-37.
- KÜCHEMANN B.A. [2010], « Cuidado dos idosos e das idosas : velhas tensões e novos desafios para conciliar trabalho produtivo e reprodutivo », Communication III, *Seminário Nacional « Trabalho e Gênero »*, 15-17 setembro de 2010, Universidade Federal de Goiás.
- LAGRAVE R.M. (dir.) [1987], *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*, EHESS, Paris, 256 p.
- LAMARCHE H. [1992], *L'Agriculture familiale : une réalité polymorphe*, Paris, L'Harmattan, tome I, 304 p.
- LOMBARDI M.R. [2012], « Anotações sobre desigualdades de gênero no mercado de trabalho », in GEORGES I., LEITE M. DE P. (dir.), *Novas configurações do trabalho e economia solidaria*, São Paulo, Annablume, p. 109-134.
- LIMA P.J.B.F., PINHEIRO M.C.A. [2001], « Uma abordagem das relações sociais em experiências de produção e comércio de produtos ecológicos no Brasil », *Seminário Internacional*

- Responsabilidad Social y el Comercio Justo en la Produccion Organica de America Latina*, Cochabamba, Boltvia, 11-13 septembre 2001.
- MARSDEN T. [2004], "The Quest for Ecological Modernisation: Re-Spacing Rural Development and Agri-Food Studies", *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, p 129-146.
- MENDRAS H. [1967], *La Fin des paysans : changements et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Paris, Armand Colin, 812 p.
- NOVAES R., VANNUCHI P. (dir.) [2004], *Juventude e Sociedade : trabalho, educação, cultura e participação*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 304 p.
- DE OLIVEIRA F. [2003], *Crítica à razão dualista, O Ornitorrinco*, São Paulo, Boitempo Editorial, 150 p.
- SABOURIN E. [2007], « Que política pública para a agricultura familiar no segundo governo Lula ? », *Sociedade e Estado*, Brasília, vol. 22, n° 3, p. 715-751.
- SALAMA P. [2010], « Brésil, Bilan économique, succès et limites », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 78, p. 47-61.
- SARTI C.A. [1996], *A família com espelho : um escudo sobre a moral dos poires*, São Paulo, Autores Associados, 128 p.
- SEGALEN M. [1980], *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, Paris, 211 p.
- SCHULTZ G. [2006], *Relações com o Mercado e (re) construção das identidades socioprofissionais na agricultura orgânica*, Tese de doutorado, universidade Federal do Rio Grande do Sul, 280 p.
- THERBORN G. [2004], *Between Sex and Power: Family in the World, 1900-2000*, London and New York, Routledge, 392 p.
- TONNEAU J.P., SABOURIN E. [2009], « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial : le cas du Brésil de Lula », *Confins* [online], n° 5, 21 p., <http://confins.revues.org/document5575.html> (page consultée le 20 octobre 2013).
- WANDERLEY M.N.B. [2003], « Agricultura familiar e campesinato : rupturas e continuidades », *Estudos sociedade e agricultura*, n° 21, p. 42-61.